

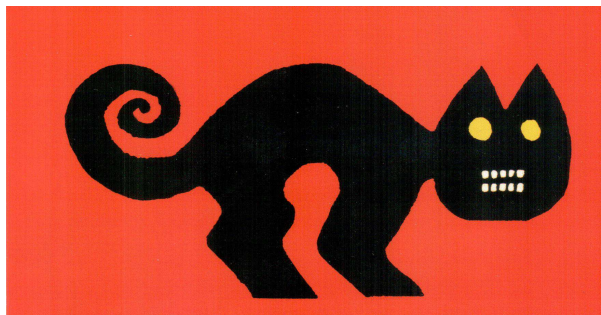
1^{er} mai 2014

Jésus, Bolivar, Marx un peu, Bakounine qui sait ?

Le socialisme bolivarien du 21^e siècle est-il une idée nouvelle ?

Pierre Bance

publié sur le site un *Autre futur*



Le Venezuela est en effervescence. Récupérant les manifestations d'étudiants, la droite, menée par sa frange la plus réactionnaire, relève la tête et appelle à la destitution du gouvernement Maduro. Le peuple, de sons côté, ne supporte plus les privations liées à l'inflation et à la gestion calamiteuse de la richesse pétrolière. Est-il disposer à contrer dans la rue un coup d'État comme il le fit en 2002 ? Une des causes de cette situation qui pourrait être fatale au chavisme, ne tient-elle pas à l'absence d'une idéologie porteuse d'un projet clair ?*

* Cet article s'inscrit dans à une étude complète sur l'avenir de la révolution au Venezuela. Voir l'annexe *in fine*.

Populisme, voilà souvent à quoi le régime mis en place par Hugo Chávez est réduit (1). Mais « populisme » est un mot dont chaque professeur de science politique propose sa définition avec quelques points d'accord : le populisme s'incarne dans un chef plus ou moins charismatique ; ce dirigeant flatte le peuple en le nourrissant d'espoirs que, souvent, il sait ne pas pouvoir réaliser ; il entretient le clientélisme ; il désigne l'ennemi : les politiciens, les médias, les autres... En cela, Chávez est populiste (2). Mais ce n'est là qu'un qualificatif d'un mode de gouvernement, ce n'est pas une idéologie, preuve en est qu'il est des populistes aussi bien à droite qu'à gauche. Allant plus loin, le philosophe argentin Ernesto Laclau écrit, qu'en vérité, « *sans une certaine dose de populisme, la démocratie est inconcevable aujourd'hui* » (3). Dire que Chávez est un populiste, un démagogue si l'on veut (4), n'enseigne pas sur l'idéologie du socialisme bolivarien du 21^e siècle.

Dans ce fil d'idée du populisme, on dénonce le culte de la personnalité entretenu par les partisans de Chávez, Chávez lui-même. Mais ce culte n'était possible que par une forme de reconnaissance dont il jouissait auprès du peuple pour avoir tenu certaines promesses sur la réduction de la pauvreté, le logement, l'éducation, la santé... (5). C'est aujourd'hui que la question se pose avec un Maduro qui ne bénéficie pas de cette affection et tente de s'appuyer sur le mythe unificateur de feu Chávez (6).

(1) En dernier lieu, un article de Paulo A. Paranagua qui ne manque jamais une occasion de critiquer ce que est de gauche en Amérique latine (« Le crépuscule du populisme latino-américain », *Le Monde*, 22 mars 2014).

(2) Sur le populisme en Amérique latine et plus spécialement au Venezuela, lire :

– les pages 176 et suivantes de Rafael Uzcátegui, *Venezuela : révolution ou spectacle ? Une critique anarchiste du gouvernement bolivarien*, traduit de l'anglais par Jean Michel Kay, préface d'Octavio Alberola, Paris, Spartacus, 2011, 270 pages ;

– les pages 80 et suivantes de Patrick Guillaudat et Pierre Mouterde, *Hugo Chávez et la révolution bolivarienne. Promesses et défis d'un processus de changement social*, Ville de Mont-Royal (Québec), M éditeur, « Mouvements », 2012, 276 pages. Dans ce livre, page 80, note 2, une citation de Chávez montre qu'il se défend, intelligemment, d'être populiste : « *Il y a des gens qui disent que quand on parle du peuple on est populiste, le populisme c'est autre chose, c'est le phénomène de se servir des armes du peuple, des référents populaires pour assassiner et trahir le peuple lui-même* ».

(3) Entretien avec Nicolas Truong, *Le Monde*, 10 février 2012.

Ernest Laclau a écrit avec Chantal Mouffe, *Hégémonie et stratégie socialiste. Vers une politique démocratique radicale* (1985), traduit de l'anglais par Julien Abriel, préface à l'édition française d'Étienne Balibar, Besançon, Les Solitaires intempestifs, « Expériences philosophiques », 2009, 338 pages.

Sur le site d'*Un Autre futur*, 26 juin 2012, lire « La démocratie radicale de Laclau et Mouffe » par Pierre Bance (<http://www.autrefutur.net/La-democratie-radicale-de-Laclau>).

(4) Dans le langage politique actuel, le mot « populisme » tend à se substituer à celui de « démagogie ». On s'envoie du « populiste » comme on s'envoyait du « démagogue ».

(5) Dans l'entretien qu'il a accordé au *Monde* le 10 février 2012, précité note (3), Ernesto Laclau, écrit : « *la présidence Chávez doit être évaluée en prenant en compte les réformes internes qu'il a menées au Venezuela. Et, de ce point de vue, le progrès social est véritablement important* ».

(6) Deux exemples, l'un ridicule, l'autre plus inquiétant :

– À la veille des élections municipales du 8 décembre 2013, Maduro prit un décret faisant de ce 8 décembre « *Journée de l'amour et de la loyauté au commandant Hugo Chávez* ».

– L'État distribue gratuitement les livres dans les écoles et, selon Alfredo Meza dans *El País* du 24 décembre 2013, le livre d'histoire serait « *construit sur la base de manipulations historiques* » de

Populisme et culte de la personnalité ne sont pas de bons angles d'analyse du chavisme ; ils peuvent d'ailleurs, pour les tenants du pouvoir comme pour ses adversaires, constituer un moyen commode d'évacuer les vrais débats. Notamment celui de savoir quelle sont la philosophie politique, ou les philosophies politiques, ou l'absence de philosophie politique qui guident les événements passés et en cours au Venezuela. Il y a des raisons politiques et économiques plus sérieuses que le populisme pour expliquer la « navigation » idéologique hasardeuse de ce pouvoir. Pour les comprendre, il faut d'abord remonter aux sources de l'idée chaviste, à leur traduction constitutionnelle, à leur confrontation aux réalités puisque toute idéologie, même les plus rugueuses, sont polies par le pragmatisme de l'exercice du pouvoir.

Les sources

Des discours de Chávez et de ses soutiens politiques, de leur comportement et pour certains de leurs pratiques, il ressort qu'ils n'ont pas d'idéologie construite mais trois sources d'inspiration : le bolivarianisme, le christianisme et le socialisme.

Le bolivarianisme, est la racine historique, la référence commune à beaucoup de pays d'Amérique latine, comme un souvenir respectueux de l'action du libérateur du colonialisme espagnol, Simón Bolívar (7). Ce n'est pas une doctrine originale plutôt une adaptation locale de la démocratie parlementaire telle qu'elle résulte de la Révolution française : indépendance nationale, liberté d'opinion, égalité des citoyens, justice sociale, participation de tous à la vie politique pour ce qui est des principes, séparation des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire pour ce qui est des institutions. En matière économique : libéralisme assorti d'une redistribution des terres coloniales et de la nationalisation des mines. L'unité des peuples d'Amérique latine en est une constante comme le respect des territoires indigènes. Tous ces traits bolivariens se retrouvent dans le chavisme : la séparation des pouvoirs figure dans la Constitution de 1999 (8), la démocratie participative est encouragée, les indiens sont associés aux pouvoirs (9), les échéances électorales sont respectées, les

façon « à promouvoir l'adoration du leader et à diaboliser tout ce qui ne sert pas ses intérêts ». Mais n'est-ce pas, à propos des livres d'histoire, une critique que l'on retrouve à des degrés divers dans tous les pays ?

(7) Sur Simón Bolívar (1783-1830), Pierre Vayssière, *Simón Bolívar. Le rêve américain*, Paris, Payot, « Biographie », 2008, 493 pages ; Gabriel García Márquez, *Le Général dans son labyrinthe*, Paris, Librairie générale française, « Livre de poche », 1993, 283 pages.

(8) Au trois pouvoirs traditionnels – exécutif, législatif, judiciaire –, la Constitution de 1999 en ajoute deux, le pouvoir électoral (*el poder electoral*) exercé par le Conseil national électoral dont la mission est de contrôler le bon fonctionnement électoral et le pouvoir citoyen (*el poder ciudadano*) dont la fonction, par diverses instances, est d'assurer la défense des citoyens dans leurs relations avec le pouvoir politique et l'administration. Ces deux appendices peu conformes à la rigueur du droit constitutionnel international doivent se comprendre dans la logique de la démocratie participative. L'article 136 de la Constitution distingue également entre le pouvoir municipal, le pouvoir des États et le pouvoir de la Nation.

Lire, en espagnol, le texte de la Constitution de 1999 et celles antérieures sur le site officiel : www.gobiernoenlinea.ve, rubrique « Legislación » ; l'Université de Perpignan propose une traduction en français (mjp.univ-perp.fr/constit/ve1999.pdf).

(9) S'agissant de la question indienne, de vives réserves sont émises soulignant des décalages entre les intentions constitutionnelles et la politique menée. Deux anthropologues, Catherine Alès et

nationalisations des secteurs énergétiques utiles à la Nation sont mises en œuvre, les terres redistribuées. Tout cela ne caractérise pas une idéologie particulière et est partagé par bien des idées et régimes politiques. En fin de compte, ce qui ressort comme tel du boliviarisme dans l'expérience chaviste se limite à l'anti-impérialisme étatsunien et à une recherche de l'unité des pays d'Amérique latine et des Caraïbes. L'historien Steve Ellner est plus expéditif ; pour lui, s'agissant de l'idéologie du chavisme, « *seul un aspect doctrinal d'influence bolivarienne peut être clairement identifié, à savoir le nationalisme qui a guidé la politique économique aussi bien que la politique étrangère* » (10).

À la différence de Castro qui a laïcisé ou tenter de laïciser la société et les institutions cubaines tout en gérant tant bien que mal des églises hostiles dont la principale, l'Église catholique, Chávez n'est pas avare d'invocations vers Dieu et de références à l'histoire sainte, il affirme : « *Je suis chrétien et je pense que le socialisme doit se nourrir des courants les plus authentiques du christianisme* » (11). Et Maduro n'est pas en reste quand il déclare que le projet bolivarien « *renferme l'essence profondément humaine du Christ qui est amour* » (12). Ces références religieuses contribuent à la bonne gestion de l'âme mystiques de la population qui, comme elle se reconnaît dans un boliviarisme idéalisé, se reconnaît dans la théologie de la libération dont les acteurs sont respectés pour leur courage contre les dictatures et pour leur défense des pauvres perçus « *comme les acteurs de leur propre histoire, les sujets de leur propre libération* » (13). Chávez tient un discours simpliste, imagé, pris au fonds charitable du christianisme comme on l'aime en Amérique du Sud :

Alexander Mansutti Rodríguez, écrivent : « *Quand les droits sont associés au contrôle de l'État, comme le droit à la santé, à l'éducation ou à un salaire juste, les politiques publiques sont au rendez-vous. Mais lorsqu'il s'agit des droits essentiels du programme d'autonomie des indigènes, comme la démarcation et l'obtention des terres ou la consultation libre, préalable, informée et surtout déterminante, ces droits restent lettre morte quant à leur mise en œuvre concrètes* », dans « *Mouvement indien et révolution bolivarienne : une inquiétante aphonie* », pages 59 et suivantes de l'ouvrage collectif *Le Venezuela au-delà du mythe. Chávez, la démocratie, le changement social*, publié sous la direction d'Olivier Compagnon, Julien Rebotier et Sandrine Revet, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 2009, 238 pages, citation page 72.

(10) Steve Ellner, « Une révolution sans objectifs ? Le "processus révolutionnaire" au Venezuela », page 31 de l'ouvrage collectif *Le Venezuela au-delà du mythe. Chávez, la démocratie, le changement social*, précité note (9),

(11) Entretien d'Hugo Chávez, avec le directeur du journal chilien *Punto final*, Manuel Cabieses, le 27 juillet 2005. Cet entretien, de première importance sur la philosophie politique de Chávez, est traduit en français par Ataulfo Riera sur le site *Voltaire.net* (www.voltairenet.org/article132461.html).

(12) Communiqué du ministère du Pouvoir populaire pour les Communes et les Mouvements sociaux du 15 avril 2014 (<http://www.mpcomunas.gob.ve/nicolas-maduro-sin-comunas-no-habra-socialismo/>).

(13) Michael Löwy, « La théologie de la libération : Leonardo Boff et Frei Betto », Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique latine, 14 mars 2007, qui montre l'importance de ce mouvement dans l'altermondialisme (<http://risal.collectifs.net/spip.php?article2065>).

La hiérarchie catholique vénézuélienne et la bourgeoisie catholique qui n'ont pas hésité à soutenir le coup d'État de 2002, ne sont évidemment pas sur ce registre. Pour un panorama des relations du pouvoir avec les religions, voir Anabel Fernández Quintana, « Le paysage religieux et la révolution bolivarienne », pages 133 et suivantes de l'ouvrage collectif *Le Venezuela au-delà du mythe*, précité note (9).

« Parmi les éléments qui pourraient définir le socialisme du 21^e siècle, je dirais que la première caractéristique est l'élément moral. Il faut commencer par cela, par la conscience, par l'éthique. Le Che a beaucoup écrit sur la morale socialiste. Quelle que soit la vision du monde que l'on a, il faut nous réapproprier le sens éthique de la vie. Ce que je dis là tient sans doute beaucoup du christianisme : "Aimez-vous les uns les autres" ou "Aimez votre prochain comme vous-même". En réalité, il s'agit de ceci : de la solidarité avec le frère. Il s'agit de la lutte contre les démons que le capitalisme a semés : l'individualisme, l'égoïsme, la haine, les privilèges. Je crois que c'est par cela qu'il faut commencer. C'est un travail de tous les jours, une tâche culturelle et éducative de longue haleine. [...] C'est une arme dans la lutte contre la corruption, un mal propre au capitalisme. [...] Même si la corruption a aussi existé dans le socialisme, ce phénomène a une racine capitaliste ; c'est l'ambition de la richesse. Le socialisme doit défendre l'éthique, la générosité ».

C'est alors que Chávez fait le lien entre Bolivar et Jésus. *« Bolivar fut un exemple : il a tout abandonné pour être utile à son pays. Il faut aussi rappeler le Christ et ce qu'il a dit à l'homme riche qui voulait aller au ciel : vends tout ce que tu possèdes et partage-le entre les pauvres. L'homme s'est mis à pleurer parce qu'il n'était pas capable de faire cela. Le Christ a alors lancé cette phrase célèbre : "Il est plus facile pour un chameau de passer par le trou d'une aiguille que pour un riche d'entrer dans le royaume des cieux" » (14).*

La référence chrétienne n'est pas seulement dans les déclarations de Chávez, dans le préambule de la constitution de 1999, le peuple du Venezuela invoque *« la protection de Dieu »* et dans le Second plan socialiste de la Nation Simon Bolivar, 2013-2019, il est écrit : *« Nous combattons pour une société où se réalisent pleinement les grandes valeurs du christianisme » (15)*

(14) Entretien d'Hugo Chávez avec Manuel Cabieses, en juillet 2005, précité note (11).

À rapprocher avec le discours du philosophe « communiste » Slavoj Žižek qui explique : *« Je crois que la mort du Christ sur la croix signifie la mort de Dieu, et qu'il n'est plus le Grand Autre qui tire les ficelles. La seule façon d'être croyant, après la mort du Christ, est de participer à des liens collectifs égaux. Le christianisme peut être entendu comme une religion d'accompagnement de l'ordre existant ou une religion qui dit "non" et aider à y résister. Je crois que le christianisme et le marxisme doivent combattre ensemble le déferlement des nouvelles spiritualités ainsi que la grégarité capitaliste. Je défends une religion sans Dieu, un communisme sans maître »* (Débat avec le philosophe Peter Sloterdijk dans *Le Monde* du 28 mai 2011 sous la direction de Nicolas Truong).

Sur la *« morale socialiste »* du Che dont parle Chávez, voir sur le site *Un Autre futur*, 6 décembre 2013, *« Che Guevara l'orthodoxe »* par Pierre Bance (<http://www.autrefutur.net/Che-Guevara-l-orthodoxe>).

(15) Constitution de 1999, précité note (8), préambule.

Segundo plan socialista de la Nación Simón Bolívar 2013-2019, point II de la synthèse *« Grandes objetivos históricos »*. Texte consultable en espagnol sur le site du gouvernement

(https://gobiernoenlinea.gob.ve/home/archivos/Plan_de_Gobierno_13-19.pdf).

Cette référence chrétienne ne se retrouve pas dans le premier plan intitulé *Proyecto nacional Simón Bolívar, Primer plan socialista (PPS). Desarrollo económico y social de la Nación 2007-2013*; texte consultable, en espagnol, sur le site officiel de l'Institut pour la défense des personnes et l'accès aux biens et services

La troisième racine de l'arbre chaviste, la racine pivot, est le socialisme. Après Bolivar pour l'histoire, Jésus pour la superstition, Marx ? Pas tout à fait. Bakounine ? Encore moins... Le socialisme du 21^e siècle, s'il emprunte au bolivarisme son anti-impérialisme et son républicanisme, à la chrétienté sa religiosité et son humanisme, est difficile à relier à une source du socialisme historique bien qu'il fasse état de son anticapitalisme. Ce socialisme ne serait pas une phase intermédiaire vers le communisme par dégénérescence progressive de l'État comme dans la doctrine marxiste mais la phase finale d'un processus de transformation de l'actuelle société aboutissant à une situation où le peuple cogérerait la société avec l'État social. Il en existe définition légale :

Le « socialisme est un mode de relations sociales centré sur la solidarité et la satisfaction des besoins matériels et intangibles de toute la société. Il a comme base fondamentale la valeur travail, origine de la production des biens et services qui satisfait les besoins humains et permet de parvenir au bonheur social et au total développement humain. Pour cela, il impose l'extension de la propriété sociale des moyens de production basiques et stratégiques qui permet à toutes les familles, tous les citoyens et citoyennes vénézuéliens de posséder, utiliser, profiter de son patrimoine personnel ou familiale, et de jouir pleinement de ses droits économiques, sociaux, politiques et individuels » (16).

La situation actuelle serait celle d'une démocratie participative et protagonique comme affirmé dans la Constitution, on va y revenir. Chávez se veut un révolutionnaire pragmatique, il déclare en 2004 :

« Je ne crois pas dans les postulats dogmatiques de la révolution marxiste. Et je n'accepte pas que nous vivions dans une période de révolutions prolétariennes. La réalité nous le dit tous les jours. Mais si l'on me dit que, devant cette réalité, je ne peux rien faire pour aider les pauvres, alors je dis "partons camarades". Je n'accepterai jamais qu'il ne puisse pas y avoir de redistribution de la richesse dans la société. Je crois qu'il est préférable de mourir dans la bataille plutôt que de soutenir à tout prix une idée très pure et très haute de la révolution, et de ne rien faire » (17).

(http://www.indepabis.gob.ve/institucion/descargas/archivos/proyecto_nacional_simon_bolivar_2007_2013_primer_plan_socialista).

(16) Article 4, § 14, de la loi sur les communes du 13 décembre 2010 (www.me.gob.ve/media/contenidos/2012/d_26525_323.pdf).

La traduction de ce texte prudent est délicate. Par exemple, il évite de parler d'émancipation remplacé par « *desarrollo humano integral* ». Il se veut rassurant en affirmant que la propriété collective des moyens de production est le garant de l'*usus*, du *fructus* et de l'*abusus* de la propriété privée individuelle.

(17) Déclaration citée par Patrick Guillaudat et Pierre Mouterde, page 78, note 2, de *Hugo Chávez et la révolution bolivarienne*, précité note (2).

Dans le Premier plan socialiste 2007-2013 est fixée la réalisation d'un « *État moral-socialiste* ». Dans ce programme de gouvernement, le développement économique et social de la Nation est fondé sur la « *nouvelle éthique socialiste* » reposant sur l'intégrité des agents publics au service de la population et partie de celle-ci (18). Cet aboutissement écrit, n'est pas le fruit d'un débat national sur le socialisme mais celui du président de la République bolivarienne et de son entourage. Si l'on place en 2005-2006, l'affirmation de l'option socialiste, on constate que le mouvement transitoire devient « *un mouvement anticapitaliste, sans précision sur les objectifs de long terme. Aucune publication, aucun groupe de travail ou forum n'a été mis en place afin de définir ce que devait être ce socialisme du 21^e siècle* » (19). Le processus d'élaboration du Second plan socialiste 2013-2019 est identique et l'on y retrouve les grands thèmes politiques du premier. Le socialisme y est réaffirmé comme projet pour la restitution du pouvoir au peuple par le renversement de la prééminence d'une économie capitaliste et rentière. Cependant, dans sa présentation, Hugo Chávez déclare que le plan n'est pas seulement « *un programme de transition vers le socialisme* » mais aussi « *de radicalisation de la démocratie participative et protagonique* », ce qui veut dire que le processus de nationalisations raisonné va s'accélérer comme devrait s'accélérer l'implication du peuple dans les procédures de décision (20).

Hugo Chávez écrit aussi dans cette présentation : « *C'est à nous de réaliser pleinement le rêve libertaire qui n'a jamais cessé de palpiter dans le cœur de la Patrie et qui bat aujourd'hui plus fort encore* ». De quoi donner quelques espoirs au communiste libertaire ou se faire étouffer l'anarchiste pur. « *El sueño libertario* » en castillan d'Amérique latine peut avoir deux sens : « le rêve libertaire » ou « le rêve libérateur » (21). Habile orateur, Chávez joue probablement sur l'ambiguïté du mot, le sens « libérateur » pour marquer la rupture avec l'Empire et le capitalisme, le sens « libertaire » pour rappeler le rôle de la base dans la projection révolutionnaire (22).

(18) *Proyecto nacional Simón Bolívar, Primer plan socialista (PPS). Desarrollo económico y social de la Nación 2007-2013*, précité note (15), « I – Nueva ética socialista ».

(19) Steve Ellner, étude précitée note (10), page 37.

(20) *Segundo plan socialista de la Nación Simón Bolívar 2013-2019*, précité note (15), lire l'introduction.

(21) Les marxistes procubains de Cuba si France-Provence évitent la discussion sémantique en traduisant par « *le rêve de liberté* » (<http://cubasifranceprovence.over-blog.com/article-programme-de-gouvernement-d-hugo-chavez-presentation-106830284.html>). Le mot « libertaire » les effraierait-il ?

(22) À propos de cette ambiguïté de traduction, Frank Mintz rappelle à l'auteur l'usage qu'en firent les militaires péruviens dans les années 1960 et 1970 bien que Chávez et les chavistes ne s'y réfèrent jamais. Le 3 octobre 1968, une junta militaire révolutionnaire dirigée par le général Velasco Alvarado prend le pouvoir et lance un « *message "libertaire" qui avait étonné tout le monde, à commencer par les Péruviens eux-mêmes* » (Charles Vanhecke, « Virage à droite au Pérou ? », *Le Monde*, 12 octobre 1976). Après les émeutes de février 1975, un document officiel « *intitulé "les bases idéologiques de la révolution péruvienne" déclarait que le processus politique en cours est "nationaliste, indépendant, humaniste". Il accueille "les legs du socialisme non dogmatique et non totalitaire" de la "pensée libertaire" et du "christianisme"* » (Jean-Pierre Clerc, « La révolution péruvienne à l'épreuve », *Le Monde*, 2 septembre 1975). Le général Velasco, le 29 août 1975, sera à son tour renversé par le général Morales Bermudez, la révolution se délitera et s'épuisera après les élections du 18 juin 1978

Ainsi s'acheminerait-on vers une social-démocratie radicale plus sûrement que vers une social-démocratie libertaire puisque dans les discours politiques comme dans les textes constitutionnels et légaux vénézuéliens il n'est jamais question de supprimer l'État ni même de construire le socialisme pour aller vers une société sans État (23). Si le mot « communisme » est banni, il n'est pas pour autant remplacé par un autre qui pourrait dire la même chose, ou dire, au moins, où l'on veut aller. Entre l'aile modérée du chavisme et l'aile dure, il n'y a qu'une différence de degré dans l'application d'un socialisme réduit à la nationalisation de l'économie compatible avec le maintien d'un secteur privé socialement responsable (24). L'option étant politiquement bancal d'un point de vue socialiste, elle sera donc appuyée par une phraséologie nationaliste ; ce qui fait dire à Rafael Uzcátegui que ce bavardage anti-impérialiste ne serait qu'un « *mythe fort utile* » pour cacher la réalité d'un capitalisme « *en parfaite santé* » (25). En définitive, le choix serait donc entre une social-démocratie à l'ancienne, bien intégrée au capitalisme, et une société mixte où l'État lutterait pour prendre de plus en plus de pouvoirs au secteur privé mais sans casser le système d'intégration à la mondialisation, donc sans perspectives politiques autres que l'adaptation des règles imposées par l'économie mondialisée, notamment sa branche pétrolière. Sans dommage, ces deux options peuvent s'affubler du qualificatif de « radicale ». Et le professeur Ellner de conclure : « *Jamais les chavistes n'ont réussi à engager un réel débat au sein de la nation – ni même au sein de leur propre mouvement – sur la définition des principaux objectifs qui déterminent la politique vénézuélienne* » (26).

La Constitution

Le texte central de tout État est la constitution. La Constitution de la République bolivarienne du Venezuela de 1999 n'inclut pas les trois sources idéologiques du chavisme, elle fait allusion au bolivarisme et à la religion chrétienne, comme la précédente de 1961. L'introduction de la référence au socialisme a été rejetée par le peuple lors du référendum de 2007 (27). Malgré ces deux références, la Constitution n'est pas d'un plus grand secours pour comprendre l'idéologie en œuvre dans le

(Christian Martin, « Les militaires s'efforcent de contrôler l'effervescence politique et sociale », *Le Monde*, 21 février 1979).

(23) Pour approfondir le concept de social-démocratie libertaire, lire de Pierre Bance, « Des paradoxes d'une social-démocratie libertaire », *Un Autre futur*, 1^{er} décembre 2011 (<http://www.autrefutur.net/Des-paradoxes-d-une-social>).

(24) *Proyecto nacional Simón Bolívar 2007-2013*, précité note (8), page 8, point I-3.3.3.

(25) Rafael Uzcátegui, *Venezuela : révolution ou spectacle ?*, précité note (2), pages 166 et suivantes ; citations pages 166 et 173.

Selon, Victor Álvarez, économiste et ancien ministre des Industries de base et des Mines, la part du secteur privé dans l'économie vénézuélienne serait passée de 64,7 % en 1998 à 70,9 % fin 2008 (Cité par Rafael Uzcátegui, page 173).

(26) Steve Ellner, étude précitée note (10), page 33.

(27) Chávez proposa un référendum constitutionnel où seraient inscrit dans la Constitution le caractère socialiste de la république. Le 2 décembre 2007, les vénézuéliens rejettent la réforme par une courte majorité de 51 % avec 44 % d'abstention.

pays. Les termes utilisés ne sont pas définis et n'ont pas de liaisons historiques déterminantes. Elle parle, dans son préambule, d'une démocratie participative et protagonique placée sous la protection de Dieu. Les mots « démocratie participative », comme « démocratie protagonique », ne sauraient être assimilés à un quelconque socialisme autogestionnaire et ne viennent que moduler le concept bourgeois de démocratie participative pour promouvoir, au fond, le modèle social-démocrate de l'État providence (28).

L'adjectif « protagonique » est difficile à traduire en français. Le protagoniste de la démocratie protagonique est le peuple, acteur de la vie politique locale comme nationale. On pourrait donc considérer que les mots « participative » et « protagonique » se répètent. En réalité, « protagonique » insiste sur la place que doivent occuper les classes les moins favorisées ; l'ouverture de la démocratie n'est pas réservée aux lettrés. Le peuple historiquement exclu de la vie politique en devient sujet et même le principal acteur. Quand en France, la bourgeoisie de gauche réclame une démocratie participative, c'est pour elle, non pour les ouvriers... sa démocratie participative n'est pas protagonique. Encore convient-il de préciser que le « peuple », selon le politologue Mathieu Commet, « ne renvoie pas à la population vénézuélienne, mais plutôt à une figure politique mythifiée et profondément ancrée dans l'histoire, correspondant aujourd'hui à tous ceux qui s'emparent des armes du "pouvoir populaire" pour agir dans les cadres d'intervention fixés par le gouvernement » (29). Dernière précision montrant que la démocratie protagonique n'est pas la démocratie directe qui, par définition, rejette le corset gouvernemental.

En définitive, selon le professeur Edgardo Lander, « *la Constitution bolivarienne adoptée en 1999 s'inscrit dans les limites d'une société capitaliste et, jusqu'à un certain point, dans les limites de l'ordre libéral. Mais elle postule à faire aboutir des promesses jamais tenues par la social-démocratie et à approfondir les pratiques de la démocratie* » (30). Par ailleurs, il ne faut pas oublier que les principes constitutionnels ne correspondent pas forcément à la réalité politique d'un pays ; les constitutions sont souvent des textes formels, de bonne conscience sans garantie de bonnes pratiques. Beaucoup de régimes autoritaires, comme en Amérique du Sud, se sont accommodés de constitutions et de codes démocratiques, et continuent de s'en accommoder un peu partout dans le monde. Il faut donc aller au-delà de la constitution, confronter les discours à la réalité pour essayer de comprendre pourquoi on éprouve tant de mal à déterminer, qualifier l'idéologie du socialisme bolivarien qui s'avère ne pas en être une.

(28) Voir notamment l'article 70 de la Constitution, précitée note (8).

(29) Mathieu Commet, « Une révolution dans la révolution ? Mobilisations collectives et démocratie participative dans les *barrios* de Caracas », pages 105 et suivantes de l'ouvrage collectif *Le Venezuela au-delà du mythe*, précité note (9), citation page 107.

(30) Edgardo Lander, entretien avec Franck Gaudichaud, traduit de l'espagnol (Venezuela) par Robert March, *Contretemps*, n° 1, 1^{er} trimestre 2009, page 47.

Les raisons du vide

Quatre raisons principales pourraient expliquer cet indéterminisme politique (cette indétermination ?). La première est économique, les deux autres tiennent au pragmatisme politique, la dernière relève de la méthode.

La dépendance du Venezuela à l'égard du pétrole – « l'excrément du diable » – et concomitamment sa dépendance dans sa recherche puis son exploitation est la première raison qui pèse d'un poids considérable sur la décision politique. Chávez lui-même l'explique en 2007 : « *Nous entreprenons la construction d'un modèle socialiste très différent de celui imaginé par Karl Marx au 19^e siècle. Notre modèle, c'est de faire appel aux richesses pétrolières [...]. Le socialisme pétrolier était inconcevable sans l'exploitation du pétrole [et] cette ressource donne une configuration originale à notre modèle économique* » (31). En clair, « *on peut conclure que le "socialisme pétrolier" a permis au Venezuela de jouer le rôle qui lui est assigné par la mondialisation économique* » (32).

La deuxième raison tient au mouvement qui soutient Hugo Chávez et son successeur. Il est hétéroclite. Sur l'arc politique, il va de démocrates opportunistes aux trotskistes. Sur celui des classes sociales, il réunit des paysans, des ouvriers et des professions intermédiaires à des militaires de carrière. Des fissures surgissent au sein du PSUV lequel doit pacifier les luttes internes et se prémunir de davantage de divisions (33) ; la plus sensible de ses tensions se manifeste entre les militaires qui sont plus modérés que les militants des quartiers et ne tiennent pas à ce que le peuple ait une expression autonome. Pour le pouvoir, lancer un forum national sur la propriété privée, le syndicalisme, le coopérativisme, et bien d'autres sujets de discorde, ferait peur aux électeurs de la frange des classes moyennes indispensables au maintien de la majorité électorale, ce qui est encore plus vrai pour Maduro. Chávez, lui-même, pour conserver son autorité, jouait des concurrences entre ses partisans, peut-être les entretenait-il.

La troisième raison est donnée par Steve Ellner : « *le processus de radicalisation politique [...] a d'abord cherché à répondre aux défis suscités par l'opposition, et non à suivre des considérations idéologiques ou doctrinales* » (34). Sur ce terrain, la question n'est pas morte et la droite mène une lutte violente, principalement dans la rue, en s'appuyant sur les trois maux récurrents du Venezuela toujours plus prégnants : inflation, pénurie, insécurité. L'opposition perçoit que Maduro n'a pas la capacité mobilisatrice de Chavez (35).

(31) Communiqué de presse de PDVSA de juillet 2007 cité par Rafael Uzcátegui, *Venezuela : révolution ou spectacle ?*, précité note (2), page 157.

(32) Rafael Uzcátegui, *Venezuela : révolution ou spectacle ?*, précité note (2), page 158.

(33) Steve Ellner identifie « *deux lignes de failles* » dans le mouvement chaviste : entre les radicaux et les modérés du PSUV d'une part, entre les militants de base et les membres des partis d'autre part (Étude précitée note 10, page 40).

(34) Steve Ellner, étude précitée note (10), page 31.

(35) « Venezuela : partisans et opposants au pouvoir de nouveau dans la rue », *Le Monde.fr*, 15 février 2014.

La dernière raison qui tiendrait à la méthode, stimule le débat et la réflexion. Slavoj Žižek l'explique à sa façon : « *Chávez n'inclut pas les exclus dans un cadre libéralo-démocratique préexistant ; au contraire, il prend les habitants "exclus" des favelas comme base puis il réorganise l'espace politique et les formes politiques d'organisation afin que celles-ci soient "adaptées" aux exclus* » ; il ajoute, ce qui trouble le propos : « *Aussi pédante et abstraite qu'elle puisse paraître, cette différence – entre "démocratie bourgeoise" et "dictature du prolétariat" – est cruciale* » (36). Ce point de vue et cette distinction sont loin d'être partagés, même par une gauche non hostile *a priori* (37).

L'absence de réponse

Au Venezuela, nul n'ignore la nécessité d'un débat idéologique qui serait utile à la cohérence de la conduite d'une politique socialiste. Pourquoi est-il toujours remis à plus tard ? Est avancé qu'il est plus urgent d'apporter des réponses politiques à la droite qu'au peuple plutôt suiviste et dont on mobilise le pouvoir de décision par des campagnes électorales à répétition au point, pour certains, de parler de « *démocratie plébiscitaire* » (38) ou d'« *autoritarisme électoral* » lequel « *repose sur des élections libres mais précédées de campagnes (très) déséquilibrées* » (39).

L'économie que font chavistes d'un débat idéologique formel, d'une introspection sur les événements en cours, renforce le poids des sans-partis de la base du mouvement favorables à un socialisme dégagé de l'emprise politicienne et orienté vers la démocratie directe ; toutefois, un tel processus reste difficile à observer, qui plus est, à qualifier et quantifier (40). À la lecture des discours du feu président Chávez on comprend qu'il combine un socialisme classique guettés par les politiciens modérés de son camp et des militaires toujours dangereux (41), avec un socialisme d'action directe – le rêve libertaire – qui le fascine mais qu'il craint pour la conservation de son propre pouvoir puisque, à l'évidence, l'homme aimera le pouvoir jusqu'à sa mort.

(36) Slavoj Žižek, *Après la tragédie, la farce ! Ou comment l'histoire se répète*, traduit de l'anglais par Daniel Bismuth, Paris, Flammarion, « Bibliothèque des savoirs », 2010, 244 pages, citations page 160 ; « base » est souligné par Žižek.

(37) Tels Patrick Guillaudat et Pierre Mouterde dans *Hugo Chávez et la révolution bolivarienne*, précité note (2), notamment les pages 85 et suivantes.

(38) « *Le mélange de populisme médiatique, de démocratie plébiscitaire et de césarisme légué par Chávez est désormais miné par les contraintes économiques* » (Paulo A. Paranagua, *Le Monde*, 21 avril 2013).

(39) Olivier Dabène, tribune à *Libération* du 12 mars 2013 intitulée « Comprendre le chavisme par-delà les effets déformants du mythe ».

(40) Voir le paragraphe « Subvertir Chávez » de l'étude sur le Venezuela publiée sur le site *Un Autre futur* : « Le parallélisme ondulatoire de la révolution bolivarienne ».

(41) Une partie de l'armée s'est alliée à Chávez. Militaire lui-même, il a su en rallier une autre et neutraliser le reste. Maduro n'a pas cette empreinte militaire et, manifestement, a besoin de récompenser ou d'acheter des fidélités. « *Selon les calculs de la presse locale, en dix mois, M. Maduro a nommé plus de 350 militaires à des postes-clés* » (Marie Delcas, « Nicolas Maduro ne cesse de conforter l'emprise des militaires », *Le Monde*, 25 février 2014).

On continuera donc longtemps de s'interroger sur ses intentions ; lui-même parle de « *démocratie révolutionnaire* » et quand il précise, « *il faut orienter la démocratie révolutionnaire vers le socialisme* », pense-t-il vers le communisme originel, vers l'anarchisme ? En tout cas, Chávez insiste pour se démarquer du socialisme tel qu'il a pu exister en URSS, dans les démocraties populaires et, bien qu'il se garde de le souligner, tel qu'il existe à Cuba. Déjà en 1998, avant d'être président, ne déclarait-il pas : « *Mais nous ne croyons pas non plus au paradigme défectueux de l'Union soviétique : le communisme, la société sans classe, l'égalité absolue, cela n'existe pas* » (42). Il ne se contredit pas, en 2005, en affirmant que le pouvoir populaire est un concept « *qui contraste pleinement avec l'idée de parti unique ou de centralisation de toutes les décisions dans le parti. Il faut mettre le peuple au centre de tout, le parti doit être subordonné au peuple* » (43). Pensée profonde ou opportunisme électoral ?

Si l'idéologie comme le montre l'histoire des révolutions en Russie, à Cuba, aussi bien qu'en Espagne, n'est pas un passeport pour le communisme, pas même pour le socialisme, au moins permet-elle de se repérer ; or, le chavisme est sans repère. Comme le résume le professeur Olivier Compagnon, c'est « *une nébuleuse hétérogène dont la cohésion [repose] beaucoup sur la figure du président* » (44). L'activisme de celui-ci et le mouvement qu'il engendre n'est plus celui d'une personne ou d'un groupe, mais d'un État dont il devient moteur et frein de politiques subtiles. Comment aider les pauvres sans effrayer les classes moyennes et supérieures ? Comment développer des bribes de socialisme dans un pays encore capitaliste, impliqué dans le commerce international ? Comment éviter le retour du monde passé sans imposer une dictature ? Une dictature du prolétariat ? La dictature d'un caudillo ? Comment se prémunir du coup d'État toujours menaçant plus pour le contrôle du pétrole que pour la couleur du régime ? Les actions politiques et les réalisations sociales des gouvernements Chávez laissent-elles espérer une conception totalement nouvelle du socialisme ? Comme l'écrivent des spécialistes les réponses ne sont pas simple et « *en définitive, pour comprendre les dynamiques sociales et politiques en cours au Venezuela, il ne s'agit pas seulement d'identifier des continuités ou des ruptures, mais aussi d'en saisir la nature au plus près de la quotidienneté des vénézuéliens* » (45) or, au quotidien « *après quatorze ans de chavisme, le Venezuela reste en effet une société capitaliste où les intérêts privés se portent toujours très bien et où, plus que jamais, règne le consumérisme* » (46).

Aussi, pour les défenseurs de la ligne actuelle, les doutes qu'on peut avoir sur l'expérience du socialisme du 21^e siècle viendraient d'une méconnaissance de la

(42) Déclaration citée par Patrick Guillaudat et Pierre Mouterde, page 78, de *Hugo Chávez et la révolution bolivarienne*, précité note (2).

(43) Entretien d'Hugo Chávez avec Manuel Cabieses, en juillet 2005, précité note (11).

(44) Olivier Compagnon, entretien avec Rosa Moussaoui, *L'Humanité*, 7 mars 2013. Ce qui évidemment ravive l'interrogation sur les capacités de Maduro.

(45) Olivier Compagnon, Julien Rebotier et Sandrine Revet, « Le Venezuela contemporain dans le regard des sciences sociales », introduction à l'ouvrage collectif *Le Venezuela au-delà du mythe. Chávez, la démocratie, le changement social*, précité note (9), pages 11 et suivantes, citation page 18.

(46) Olivier Compagnon, entretien avec Rosa Moussaoui, *L'Humanité*, 7 mars 2013.

réalité vénézuélienne et d'une incompréhension du processus révolutionnaire en cours. Il faudrait donc se pencher plus sérieusement sur la relation entre la théorie et la pratique. Chávez le dit à sa manière : ce n'est pas à partir d'un modèle théorique que se construit le socialisme du 21^e siècle. Il se façonne dans une interaction de la théorie et la pratique qui « *doivent marcher ensemble* » pour opérer « *un changement du système de fonctionnement métabolique du capital* » (47). L'heure est à l'évaluation (48).

Texte libre de droits avec mention de l'auteur : **Pierre Bance**, et de la source : ***Autre futur.net***, site pour un Syndicalisme de base, de lutte, autogestionnaire, anarcho-syndicaliste & syndicaliste révolutionnaire (www.autrefutur.net).

(47) Entretien d'Hugo Chávez avec Manuel Cabieses, en juillet 2005, précité note (11).

(48) Voir sur le site *Un Autre futur*, l'étude sur le Venezuela : « Le parallélisme ondulatoire de la révolution bolivarienne ».